L'ANJOU LIBERTAIRE

BULLETIN MENSUEL DU GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE
DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°2 Novembre 2020

CRISE SANITAIRE
Austérité vs Combativité

FÉMINISME
Pas un féminicide de plus!

SOCIÉTÉ
Terrorisme et récupérations

Crise sanitaire au CHU d'Angers : une austérité lourde de conséquence

Alors que la situation sanitaire s'est particulièrement dégradée dans notre département depuis le début de la « deuxième vague », la situation au CHU d'Angers est catastrophique. Depuis plusieurs semaines la direction du CHU d'Angers ne cesse pourtant de se répandre en déclarations toutes plus rassurantes les unes que les autres. L'hôpital d'Angers serait prêt à faire face, il n'y aurait aucun problème d'effectifs et suffisamment de lits en réanimation pour accueillir les patient·es COVID. Sur le terrain la situation est toute autre : manque criant de personnels et de lits, matériel manquant (notamment de protection) ou défectueux, déficit de formations, etc. Et que dire du fait que les hospitaliers et hospitalières n'ont pu pas avoir accès au vaccin contre la grippe pendant plusieurs semaines? Que dire du fait que des soignant·es atteint·es du COVID doivent continuer à travailler, malgré un test positif, s'ils·elles sont encore « capables » de travailler? Dans une situation sanitaire aussi catastrophique où des centaines de vies sont en jeu, la gestion de la crise par la direction du CHU d'Angers et plus largement de celles et ceux qui nous dirigent est purement criminelle. Pour vous informer au plus près de la réalité de la situation de l'hôpital d'Angers nous vous invitons à consulter la page Facebook de la section SUD du CHU
https://www.facebook.com/SUD.CHU.ANGERS

Contre la fermeture de l'EHPAD de Champtoceaux

Alors que nos EHPAD ont besoin de bien plus de moyens et d'être déployés sur l'ensemble des territoires pour permettre aux personnes âgées un traitement digne (ce qui est loin d'être tout le temps le cas), c'est une politique d'austérité qui continue à s'imposer. À Champtoceaux (commune nouvelle d'Orée d'Anjou) dans le Maine-et-Loire, la fermeture définitive de l'EHPAD Saint-Louis qui accueille une cinquantaine de résidant·es est prévue pour fin 2022 par l'Agence Régionale de Santé (ARS). La trentaine de salarié·es de l'EHPAD ont eu raison de décider d'agir, samedi 24 octobre, en se mettant en grève et en manifestant aux côtés de résidents, de résidentes et de leurs familles. Ils et elles ont reçu beaucoup de soutien et étaient près 300 personnes dans les rues de Champtoceaux.

Reprenons le pouvoir sur le système de santé : socialisation, autogestion !

Pour l'Union communiste libertaire, il est plus que temps de transformer le système de santé, de l'unifier, de le retirer des mains de l'État et des groupes financiers, pour le socialiser et le mettre sous contrôle des soignant·es, des travailleurs et travailleuses, des usagères et usagers. Il est temps de le sortir de la loi du marché, en le finançant intégralement par la sécurité sociale, par la cotisation sociale. Ainsi il pourra renouer pleinement avec l'esprit du service public, pourra être redéployé dans les territoires, avec des effectifs et des moyens au niveau des besoins. Ainsi les soignant·es et personnels pourront avoir des conditions de travail et des salaires décents.

Mobilisation dans la santé pour les « oublié·es du Ségur » du Maine-et-Loire

Jeudi 5 novembre, malgré le "confinement", environ 70 personnes étaient rassemblées devant le village Saint-Exupéry à Avrillé. Avec les syndicats CGT Santé, FO Santé et SUD Santé Sociaux pour les « oublié·es du Ségur » qui ne peuvent même pas profiter des maigres augmentations arrachées par la lutte lors de ce Ségur. Pour l'instant les personnels du CESAME de Sainte-Gemmes, du village de Saint-Exupéry d'Avrillé et de l'ESPACES de Pouancé n'y ont toujours pas le droit. Les revendications des travailleuses et travailleurs de la santé mobilisé·es vont aussi bien au-delà, avec bien sûr la question du manque d'effectifs et de lits en cette période particulièrement critique.

Contre le terrorisme et l'intégrisme islamistes Contre les récupérations racistes et autoritaires

Nous condamnons fermement les terribles et ignobles assassinats de Conflans-Sainte-Honorine et de Nice. Toutes nos pensées vont aux familles et aux proches des victimes. Les fascismes religieux et l'intégrisme islamiste font partie de nos pires ennemis. Nous ne pouvons également que condamner l'attitude du gouvernement et d'autres forces politiques qui ont sauté sur l'occasion, tels des charognards, pour faire avancer leur agenda raciste, islamophobe et autoritaire. Ces dernières semaines, les amalgames de dirigeants et de politiciens ont été nombreux entre terrorisme et religion musulmane, tout comme les mesures prises ou proposées ayant pour but de réduire les libertés et de stigmatiser encore davantage les personnes musulmanes. Nous avons aussi assisté à de nombreuses accusations de collusion avec les attentats contre ceux et celles qui luttent contre le racisme et pour l'égalité, qualifié·es d' « islamo-gauchistes ». Le CCIF (une association de défense juridique des musulman·es face aux actes islamophobes) a même été menacé de dissolution. Rappelons que ceux et celles qui luttent contre Daesh et d'autres groupes islamistes en Syrie sont nos camarades kurdes et volontaires internationaux, donc le même camp progressiste ici qualifié d'islamo-gauchiste. Que fait l'État français pour les aider, lui qui assure vouloir lutter contre l'intégrisme ? Nous devons refuser la division que cherchent à créer à la fois les terroristes, et les racistes et le gouvernement. Nous devons lutter et construire l'unité à la fois contre les obscurantismes criminels et contre les récupérations islamophobes. Dans un contexte de pouvoir de plus en plus autoritaire et de fascisation de la société, notre riposte devra être à la hauteur.

Nouvelles provocations racistes des identitaires de l'Alvarium à Angers

Comme on l'a vu, dans toute la France le gouvernement et certaines forces politiques n'hésitent pas à instrumentaliser les récents attentats de Samuel Paty et de Nice à des fins racistes. À Angers, profitant d'un climat raciste qui leur est alors favorable, la petite bande fasciste de l'Alvarium n'est pas restée en reste. Jeudi 29 octobre, un peu après 20h, les militants et militantes d'extrême droite ont manifesté dans le centre-ville, criant des slogans tels que « dehors les immigrés » ou « la France aux français », et générant des tensions avec des passants se sentant menacés ou provoqués. C'est en effet ce que rapporte un article du 31 octobre de Ouest-France. Jusqu'à quand va-t-on tolérer de tels propos et de tels actes ? Est-il normal que des personnes se sentent menacées physiquement dans leur intégrité pour leurs convictions ou leurs apparances ? On peut également se questionner face à l'attitude des responsables politiques locaux et d'agents institutionnels, la brigade anticriminalité s'étant contentée d'accompagner cette manifestation non déclarée et aux propos ouvertement discriminatoires. Les agissements des identitaires de l'Alvarium n'ont que trop duré et appellent à une réponse antifasciste ferme et unitaire. L'antifascisme est notre affaire à toutes et tous.

Pour plus d'infos sur l'actualité antifasciste locale, suivre le blog du Réseau Angevin Antifasciste (**raaf.noblogs.org**) et son compte tweeter (**twitter.com/raaf_angers**)

L'acharnement judiciaire contre Vincenzo continue ...

Mercredi 4 novembre, la Cour d'appel d'Angers rendait une décision globalement très positive. Elle n'a pas retenu le chef d'inculpation "dévastation et pillage", issu d'une loi fasciste de 1930, et pour lequel la justice italienne avait condamné Vincenzo à 10 ans de prison pour sa simple participation à une manifestation contre le G8 de Gênes en 2001. La justice française a donc exprimé son refus d'exécuter le Mandat d'Arrêt Européen émis contre Vincenzo qui n'aurait servi qu'à faire passer un message répressif fort à l'encontre des militant·es qui veulent changer cette société. Les comités de soutien peuvent se féliciter de leurs actions. Face à la répression, nos mobilisations et nos solidarités payent ! Malheureusement la victoire a très vite été contrastée, puisque 2 jours après que la décision ait été rendue, le procureur d'Angers annonçait qu'il souhaitait se pourvoir en cassation pour essayer d'annuler cette décision. On assiste là à un incroyable acharnement judiciaire de la part de l'État qui ne semble pas vouloir lâcher l'affaire. Rassurez vous, dans les comités de soutien, nous non plus.

Rentrée scolaire sous le signe de la mobilisation

Lors de la rentrée scolaire du 2 novembre, on aura pu voir beaucoup de colère chez les personnels de l'Éducation nationale. Première raison de cette colère, le temps de concertation et d'hommage initialement accordé par le ministère aux équipes pédagogiques suite à l'attentat contre le professeur Samuel Paty, qui fut finalement saboté juste avant la rentrée pour ne se transformer qu'en une minute de silence et la lecture d'une lettre tronquée de Jean Jaurès. Une fois de plus livré·es à eux et elles-mêmes, les enseignant·es ont géré chacun·e dans leur coin cet hommage. Seconde raison de cette colère, en pleine seconde vague épidémique, des mesures de protections des élèves et des personnels qui s'avèrent totalement insuffisantes et un protocole sanitaire inapplicable dans un grand nombre d'établissements. Une semaine plus tard, les enseignant·es sont en grève pour demander « un protocole sanitaire renforcé ». Selon les syndicats, elle aurait été suivie à près de 45%. Une soixantaine de professeurs étaient présent·es devant l'Inspection Académique d'Angers pour manifester leur inquiétude et leur ras le bol.

Féminicide le 29 octobre dernier à Angers : il est temps de réagir !

Un homme de 30 ans a reconnu avoir tué sa compagne de 26 ans, le 29 octobre dernier à Angers lors de son appel au 17, quelques heures après les faits. Leurs deux enfants étaient dans le domicile lorsque cet homme a tué leur mère. On s'habitue à tout, aujourd'hui, y compris à la négligence des pouvoirs publics, même quand elle a pour conséquence la mort de centaines de femmes. Chiffres et statistiques annuelles, toujours le même constat : il est temps d'agir ! En 2019, on recense 150 féminicides soit 1 toutes les 58 heures. Chaque année, environ 220 000 femmes adultes subissent des violences physiques et/ou sexuelles. Près d'un an après le grenelle contre les violences conjugales, les parlementaires se félicitent de leurs résultats sur les ordonnances de protection passées de 9 à 31 par mois . Mais quels moyens réels de protection des victimes ont été mis en place par le gouvernement ? Dans la majorité des cas, on vous propose un lit au 115 pour la nuit. Les associations de soutien n'ont toujours pas d'augmentation de moyens. L'éducation et la prévention à destination de toutes et tous, partout, de l'école au lieu de travail, n'est toujours pas mis en œuvre. Pendant que le gouvernement et les parlementaires, continuent de discutailler et de se féliciter, nous on n'oublie pas que vous nous laissez compter nos mortes, et on saura vous rappeler vos responsabilités, votre complicité silencieuse et votre négligence.

Une lettre de Jaurès tronquée pour rendre hommage à Samuel Paty

Dans son message du 31 octobre aux personnels de l'éducation nationale, le ministre Blanquer a proposé la lecture de la « lettre aux instituteurs de Jean Jaurès » pour rendre hommage à Samuel Paty. C'est pourtant aux instituteurs ET aux institutrices que Jaurès adresse cet article paru le 15/01/1888 dans la Dépêche de Toulouse. De plus, la lettre de Jaurès proposée par le ministre aux enseignant·es est amputée de certains passages concernant le Certificat d'Études dans lequel Jaurès fustige ces examens « qui suppriment l'initiative du maître … en sacrifiant la réalité à l'apparence ». Peut-être Blanquer y a-t-il vu une critique de son propre programme d'évaluations nationales, d'épreuves de contrôle continu ? Comment ose-t-il proposer la lecture d'une lettre écrite par un homme dont les valeurs sont aux antipodes de la politique d'En Marche ? Quand Blanquer utilise les mots de l'extrême droite en dénonçant les « l'islamo-gauchistes », Jaurès, lui, appelait à « d'énergiques mesures de réparation » pour les populations qui subissent le colonialisme. Quand Jaurès défendait l'intérêt général contre le pouvoir de l'argent, Blanquer, lui, soutient ouvertement la privatisation de l'Éducation, démantèle le service public, conclut des contrats aux montants colossaux avec des multinationales du numérique. Que dire aussi de la criminalisation des mouvements sociaux et des luttes des personnels de l'éducation nationale (cf les poursuites à l'encontre de « 4 de Melle » dans les Deux Sèvres) alors que Jaurès soutenait la lutte des classes et dénonçait l'irresponsabilité et la violence des patrons.

Non au projet d'élargissement de l'A11 et d'un nouveau viaduc sur la Maine à Angers !

Ce projet à la fois inutile, imposé à la population et néfaste pour l'environnement n'a d'utilité que pour les profits de Vinci. Il se base sur un décret ministériel le déclarant d'utilité publique mais qui date de plus de 20 ans et d'une concertation publique bidon réalisée en 2018. Réchauffement climatique, gaspillage de ressources, risques d'inondation accrus, destruction d'écosystèmes ... voilà ce à quoi contribuerait entre autres ce projet s'il était mis à exécution. Sans compter les 70 millions d'euros qu'il coûterait et qui pourraient être tellement utiles ailleurs ! Depuis le début de l'année, le collectif Doute sur A11 se mobilise, soutenu par plusieurs organisations écologistes (Justice climatique, Youth for climate, Green Peace, Extinction Rebellion) pour s'opposer au projet. En juillet, ces organisations avaient adressé une lettre ouverte au préfet et au maire d'Angers. En l'absence de réponse, une action s'est alors déroulée vendredi 23 octobre devant la séance d'ouverture des hypocrites "Assises de la Transition Écologique" d'Angers Loire Métropole. D'autres actions sont à prévoir, le préfet ayant annoncé une enquête publique pour début 2021.

Accueil revendicatif de la ministre Vidal à l'Université d'Angers

Vendredi 23 octobre, alors qu'elle était en visite à l'Université d'Angers, Vidal, la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation fut accueillie par une centaine d'enseignant·es et d'étudiant·es ainsi que le comité de mobilisation de l'Université d'Angers, qui ont saisi l'occasion pour faire entendre leurs revendications. D'abord il y a la loi de programmation de la recherche (LPPR), une belle contribution à la démolition du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, dont les attributions de financements par « appels à projet » et la création des « professeurs juniors » permettraient de renforcer la précarité et la concurrence chez les universitaires. Cette loi serait également une arme de répression contre les mouvements étudiants à venir en permettant de sanctionner lourdement toute action de blocage, d'occupation ou de débrayage. Ensuite il y a le problème du sous-effectif et du sous-financement de l'Université d'Angers à qui il manque 700 postes et 7 millions d'euros pour être dans la moyenne nationale, et qui détériore le fonctionnement et l'activité quotidienne de l'université. Enfin, il y a le problème des logements étudiants. Là aussi il en manque 500 pour atteindre la moyenne nationale.

Béchu laisse les étudiant·es à la rue !

Alors qu'Angers connaît une crise majeure du logement, les étudiant·es ne cessent de trinquer. Alors que certain·es dorment dans leurs voitures, obligé·es de vivre en squat, notamment à la Grande Ourse, ou bien encore au camping municipal, Béchu refuse la main tendue du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Ce dernier proposait de financer pour moitié une nouvelle résidence universitaire à Belle-Beille de 200 places. Alors que la ville manque de logements à destination des étudiant·es et des travailleurs et travailleuses précaires, Béchu et son équipe préfèrent faire confiance à leurs amis propriétaires immobiliers, alors même qu'ils ne cessent de gentrifier Angers et de transformer leurs logements à bas coûts en location saisonnière (Airbnb ...). Bientôt Angers ne sera plus qu'une ville de carte postale pour les classes supérieures, que les précaires pourront côtoyer à sa périphérie avant de venir répondre au besoin de main d'œuvre peu qualifiée et sous payée.

Merci à Fred Sochard pour le dessin! Pour suivre son superbe travail rendez-vous sur son site: **fredsochard.com**

Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)
Site fédéral de l'Union communiste libertaire : unioncommunistelibertaire.org
Site de l'Union communiste libertaire 49 : ucl49.fermeasites.net
Pour nous contacter : ucl-angers@communisteslibertaires.org
Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux **facebook** et **diaspora** !

S'informer